



*Liberté , Égalité , Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

## **Programme national « très haut débit »**

## Sommaire

---

<b>I. ENJEU</b>	<b>3</b>
<b>II. DESCRIPTION GENERALE</b>	<b>4</b>
<b>III. PILOTAGE DU PROGRAMME</b>	<b>4</b>
<b>IV. PHASE DE LANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL</b>	<b>5</b>
a. Cadre réglementaire hors zones très denses	5
b. Déploiements pilotes en dehors des zones très denses	5
c. Appel à manifestation d'intentions	6
<b>V. VOLET A – STIMULER L'INVESTISSEMENT PAR LES EXPLOITANTS DE RESEAUX SUR     LES ZONES « RENTABLES » HORS DES ZONES TRES DENSES</b>	<b>7</b>
a. Labellisation de projets	8
b. Mise en œuvre de financements de long terme	9
c. Actualisation et suivi des projets	10
<b>VI. VOLET B – SOUTENIR LES PROJETS D'AMENAGEMENT NUMERIQUE « TRES HAUT     DEBIT » DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>11</b>
a. Gouvernance	11
b. Cohérence avec les déploiements privés	12
c. Investissements éligibles	13
<b>VII. COUVERTURE EXHAUSTIVE DU TERRITOIRE</b>	<b>13</b>

*L'objet du présent document est de présenter le programme national « très haut débit » que le Gouvernement s'apprête à lancer.*

*Ce programme fait actuellement l'objet d'une notification auprès de la Commission européenne au titre du régime des aides d'Etat et pourra donc être amené à être ajusté en conséquence.*

*Par ailleurs, les modalités précises des volets A et B seront décrites dans les cahiers des charges qui seront publiés au second semestre 2010, en vue de l'ouverture des guichets de financement.*

## **I. ENJEU**

---

Avec plusieurs dizaines de milliards d'euros d'investissements à réaliser, le déploiement des réseaux à très haut débit, notamment en fibre optique, représente un enjeu industriel majeur pour notre pays, un levier pour la compétitivité de nos entreprises et surtout un facteur essentiel d'aménagement de nos territoires et de développement de nouveaux services innovants, tant pour les entreprises que pour les acteurs publics et les citoyens.

Ainsi, le Président de la République, suite aux recommandations de la Commission pour l'Emprunt National présidée par MM. JUPPE et ROCARD, a décidé d'allouer 2 milliards d'euros à l'accélération du déploiement national du très haut débit.

Ces enjeux justifient la **mise en place par l'Etat d'un programme national de déploiement du très haut débit**, assorti d'un calendrier global de déploiement, avec pour objectif final que tous les foyers aient accès à un service très haut débit grâce à la technologie la mieux adaptée à leur territoire. Ce programme national « très haut débit » a été présenté par le Premier ministre et soumis à consultation publique le 18 janvier dernier.

Le Président de la République a par ailleurs défini, le 9 février dernier, en conclusion des Assises des territoires ruraux, un objectif de couverture de 100% des foyers en 2025.

Si une majorité de nos concitoyens pourraient avoir accès à court et moyen terme à des réseaux en fibre optique, d'autres technologies disponibles devront être mobilisées pour couvrir tout le territoire, comme par exemple la modernisation des réseaux existants, les services d'accès à Internet par satellite ou encore les services mobiles utilisant une partie des fréquences du dividende numérique libérées par l'arrêt de la télévision analogique.

La couverture du territoire répond simultanément aux enjeux de cohésion sociale et de développement économique. Il s'agit de permettre une large diffusion des services qui nécessitent (ou nécessiteront à l'avenir) un accès à très haut débit, au bénéfice d'un maximum de citoyens, d'entreprises et d'acteurs publics. Il s'agit en outre de soutenir le développement du marché des communications électroniques, et celui des industries de contenu et du logiciel, afin d'assurer aux entreprises françaises une bonne position dans la compétition mondiale des services en ligne.

## II. DESCRIPTION GENERALE

---

Dans le cadre de la **phase de lancement du programme national « très haut débit »** (cf. IV), les Pouvoirs Publics cherchent à **accroître la visibilité réglementaire, technique et commerciale** des opérateurs et des collectivités territoriales afin de leur permettre d'établir leurs projets de déploiements. Des **déploiements pilotes hors des zones très denses définies par l'ARCEP**<sup>1</sup> pourraient ainsi être mis en place rapidement dans le cadre du programme (cf. IV.b). Enfin, le lancement d'un **appel à manifestations d'intentions** (cf. IV.c) complétera la phase de lancement.

La **phase de soutien aux déploiements** de réseaux très haut débit en fibre optique serait ensuite engagée autour de deux objectifs :

**A. Stimuler l'investissement par les exploitants de réseaux sur les zones « rentables »**<sup>2</sup> hors des zones très denses ;

**B. Soutenir les projets d'aménagement numérique de collectivités territoriales**<sup>3</sup>.

Le **volet A** de la phase de soutien s'articulera autour de la **labellisation de projets et l'accès à des outils financiers non subventionnels** (cf. V).

Le **volet B** permettra quant à lui aux collectivités de bénéficier, dans les zones où aucun investissement privé n'a fait l'objet d'une manifestation d'intention, d'un **cofinancement public direct et proportionné** de l'Etat (cf. VI).

A la suite de l'appel à manifestations d'intentions préalable, le soutien public proposé dans le cadre des deux volets pourra être attribué de manière concomitante par l'**ouverture simultanée de deux guichets distincts** (guichet A et guichet B). Par la mise en œuvre de ces deux leviers, l'Etat s'assurera de la cohérence des initiatives publiques et privées.

Enfin, la réflexion sur une **couverture systématique du territoire** sera engagée par une **consultation publique** qui permettra ensuite de préciser les modalités d'intervention publique permettant d'atteindre au mieux cet objectif (cf. VII).

## III. PILOTAGE DU PROGRAMME

---

Le **Fonds national pour la société numérique (FSN)** sera l'opérateur, au sens de la loi de finances rectificative créant les investissements d'avenir, des 4,5 milliards d'euros dévolus au programme « Développement de l'économie numérique ».

La gouvernance stratégique de ce fonds sera assurée par le Premier ministre via le Commissariat général à l'investissement (CGI), à laquelle le secrétariat d'Etat chargé du développement de l'économie numérique et les ministères partenaires, notamment les

---

<sup>1</sup> Décision n°2009-1106 de l'ARCEP en date du 22 décembre 2009.

<sup>2</sup> Le cas échéant avec la participation des collectivités en tant qu'investisseur avisé.

<sup>3</sup> Dont le déploiement est généralement cofinancé et réalisé par des exploitants de réseaux.

Ministères chargés de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, seront pleinement associés. 2 milliards d'euros du FSN seront consacrés au développement des réseaux à très haut débit hors des zones très denses.

Le **Fonds d'aménagement numérique des territoires (FANT)** institué par la loi relative à la lutte contre la fracture numérique<sup>4</sup>, sera alimenté par le FSN, en fonction des besoins. Il sera consacré à l'abondement de projets d'initiative publique prévu dans le volet B de la phase de *soutien aux déploiements*. Les membres du comité national de gestion du fonds d'aménagement numérique des territoires seront nommés par décret d'ici fin 2010.

Au niveau opérationnel, le CGI et les ministères assurant la gouvernance du FSN pourront s'appuyer sur une **structure nationale de pilotage** construite autour de la Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services (**DGCIS**) et de la Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (**DATAR**). Cette structure nationale pourra s'appuyer dans ses travaux sur des **instances de concertation régionale** mises en place autour des **préfets de région**<sup>5</sup>.

#### **IV. PHASE DE LANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL**

---

##### ***a. Cadre réglementaire hors zones très denses***

Parallèlement au programme national « très haut débit », l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) doit compléter en 2010 le cadre réglementaire existant<sup>6</sup> pour le déploiement et la mutualisation des réseaux en fibre optique en dehors des zones très denses. Ce cadre réglementaire fait l'objet d'une consultation publique lancée par l'ARCEP le 11 juin 2010 en vue d'une **adoption fin 2010**.

##### ***b. Déploiements pilotes en dehors des zones très denses***

Un **appel à « projets pilotes »** sera lancé en juillet 2010, sur la base d'un cahier des charges établi et publié au moment du lancement, pour le **déploiement de réseaux en dehors des zones très denses, ceci à titre expérimental**, par exemple sur une étendue correspondant à la zone arrière d'un nœud de raccordement optique (NRO). Ces projets pourraient ainsi associer collectivités territoriales et **fournisseurs d'accès nationaux**. Ces expérimentations pourraient bénéficier le cas échéant de financements, subventions par exemple, accordés dans le cadre du programme national au travers du FSN dès lors qu'au moins deux fournisseurs d'accès nationaux s'engageraient à fournir rapidement des services sur ces réseaux.

---

<sup>4</sup> Article 24 de la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique.

<sup>5</sup> Instaurées par la circulaire du premier ministre du 31 juillet 2009, les instances de concertation régionale sur l'aménagement numérique ont pour mission de définir des stratégies régionales et d'encadrer l'élaboration des schémas directeurs pour le développement des infrastructures et des services numériques, auxquels fait référence la loi relative à la lutte contre la fracture numérique votée en décembre 2009.

<sup>6</sup> Décision n° 2009-1106 de l'ARCEP en date du 22 décembre 2009.

En cas de subventions accordées par le FSN, celles-ci devront être compatibles avec les règles communautaires relatives aux aides *de minimis*<sup>7</sup>.

Les projets pourront être directement portés par des opérateurs ou présentés dans le cadre de réseaux d'initiative publique portés par des collectivités. Dans le second cas, afin de permettre une mise en œuvre rapide, les projets s'inscrivant dans le cadre d'extensions de réseaux d'initiative publique existants seront privilégiés.

Un nombre limité de projets, de l'ordre de 5, sera retenu à l'issue de l'appel à projets. Ces projets seront sélectionnés de façon à permettre un retour d'expérience le plus rapide possible sur des territoires différents et représentatifs des zones qui pourraient être couvertes dans les prochaines années en dehors des zones très denses.

Ces expérimentations permettront notamment d'identifier de bonnes pratiques relatives à l'architecture technique à mettre en œuvre, aux processus de co-investissement à définir, aux échanges d'information à soutenir ou encore à l'articulation entre les réseaux déployés par des investisseurs privés et les réseaux d'initiative publique. En particulier, les porteurs de projet devraient s'engager à associer un prestataire externe à l'expérimentation en vue de la préparation d'un recueil pratique répertoriant l'ensemble des préconisations techniques et organisationnelles identifiées lors de ces déploiements expérimentaux.

Ces expérimentations pourraient durer **de 6 à 9 mois**.

### ***c. Appel à manifestations d'intentions***

Un appel à manifestation d'intentions sera lancé en juillet 2010 par la structure nationale de pilotage et ce jusqu'au début de l'année 2011 afin de recueillir les intentions de déploiements de réseaux de boucle locale à très haut débit des fournisseurs d'accès et exploitants de réseaux (y compris faisant l'objet d'un investissement avisé d'une collectivité) à **horizon 5 ans** à une **échelle nationale**, sur des zones ne nécessitant pas de subventions.

Les informations demandées dans le cadre de l'appel à manifestations d'intentions seront à préciser dans un document annexé à l'appel. Les fournisseurs d'accès et exploitants de réseaux devront en tout état de cause préciser :

- les principaux choix technologiques envisagés ;
- les services proposés ;
- un calendrier de déploiement et, à l'échelle de la commune, l'intensité de déploiement réalisé à l'horizon de 5 ans de l'appel à manifestation d'intentions et l'intensité cible de déploiement.

Ils seront en outre invités à illustrer leurs déclarations de justificatifs précis permettant d'assurer la crédibilité des déclarations. Ainsi, les manifestations d'intentions auront valeur d'engagements pour les exploitants de réseaux et serviront de référence dans la phase de soutien aux déploiements.

---

<sup>7</sup> Règlement (CE) No 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis* et régime temporaire relatif aux aides compatibles d'un montant limité – Aide d'Etat N 7/2009 – Décision C(2009) 249 de la Commission européenne du 19 janvier 2009.

Les informations transmises doivent notamment permettre à la structure nationale de pilotage d'élaborer facilement des documents cartographiques sous forme agrégée présentant pour l'ensemble des fournisseurs d'accès et exploitants de réseaux mais aussi, pour chaque acteur qui se sera manifesté, l'étendue projetée des déploiements à différents horizons temporels (1, 2, 3 et 5 ans).

Ces informations pourront, pour partie, être partagées sous forme agrégée entre tous les acteurs participant ainsi qu'avec les collectivités territoriales pour les régions les concernant, notamment afin de favoriser la coordination des déploiements préalablement au dépôt de dossiers dans le cadre des guichets A et B.

**L'appel à manifestation d'intentions sera renouvelé tous les 2 ans afin que soient révélées périodiquement les intentions nouvelles des acteurs** et que les projets soutenus dans le cadre du programme puissent évoluer.

En parallèle de la conduite de l'appel à manifestation d'intentions, un recensement des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique en cours d'élaboration sera réalisé par la structure nationale de pilotage et par l'intermédiaire des préfets de région.

## **V. VOLET A – STIMULER L'INVESTISSEMENT PAR LES EXPLOITANTS DE RESEAUX SUR LES ZONES « RENTABLES » HORS DES ZONES TRES DENSES**

---

Le guichet A permet de recueillir les projets des « opérateurs »<sup>8</sup>. Il sera ouvert au début de l'année 2011, en même temps que le guichet B, qui s'adressera aux projets portés par les collectivités.

Le guichet A vise tout d'abord à la **labellisation de projets de déploiements de réseaux** en fibre optique – un projet unique étant labellisé par maille élémentaire, ceci afin de faciliter notamment pour son porteur le démarchage auprès des copropriétés.

En soumettant leurs projets à la labellisation auprès du guichet A, **les opérateurs s'engagent à atteindre un objectif de couverture intégrale sous 5 ans des mailles élémentaires géographiques par les réseaux à très haut débit passif en fibre optique**. L'objectif de couverture intégrale sous 5 ans est précisé ci-après.

Par ailleurs, le guichet A permettra la mise en œuvre d'outils de financements de long terme : **octroi de prêts au travers du FSN** aux opérateurs participant à des projets de déploiements de réseaux en co-investissement, notamment pour les projets labellisés, ou **apport de fonds propres** aux structures juridiques distinctes qui seraient créées pour la réalisation de tels projets.

---

<sup>8</sup> Fournisseurs d'accès ou exploitants de réseaux, y compris lorsque le projet fait l'objet d'un investissement minoritaire avisé d'une collectivité locale.

## *a. Labellisation des projets*

### *1- Critères d'éligibilité*

Pour être éligible à la labellisation pour le déploiement d'un réseau à très haut débit sur une maille élémentaire, un projet devra :

- concerner des périmètres ne figurant pas dans la liste ARCEP des « zones très denses » ;
- assurer la **cohérence et l'homogénéité des déploiements** (absence de trous de couverture) par la poursuite d'un objectif de couverture intégrale de chaque maille ;
- comporter un **engagement à lancer**, après la labellisation du projet, **un appel au co-investissement sur chaque maille élémentaire** dans des conditions ouvertes et non discriminatoires ;
- garantir l'ouverture des réseaux, de manière passive et neutre technologiquement selon les règles précisées par l'ARCEP ;
- avoir fait l'objet préalablement d'une manifestation d'intention étayée de justificatifs.

### **Définition de la maille élémentaire :**

Si la **maille élémentaire** doit généralement être la **commune**, elle doit toutefois être **localement ajustable** afin de tenir compte de l'emprise des réseaux actuels ou, le cas échéant, des zones arrière des points de mutualisation. Il s'agit notamment d'éviter qu'une zone cohérente du point de vue des réseaux de communications électroniques ne soit découpée du fait de la définition administrative de la commune. Ces ajustements pourraient être définis en liaison avec l'ARCEP suite à l'adoption du cadre réglementaire.

L'objectif de **couverture intégrale sous 5 ans** de chaque maille élémentaire, essentiel au déploiement homogène des réseaux sur le territoire, s'appréciera comme suit :

1. l'opérateur s'engage à dimensionner son réseau pour permettre une couverture à 100% de chaque maille élémentaire ;
2. passé le délai de réalisation de l'intensité cible qui figure dans sa déclaration d'intention, l'opérateur s'engage à raccorder, dans les six mois suivant une demande formulée par une copropriété, un propriétaire ou un opérateur d'immeuble tiers, tout immeuble ou logement de cette maille ;
3. des exceptions à l'objectif de couverture intégrale peuvent être prévues dans le projet, notamment si les coûts de raccordement sont trop élevés ;
4. toute exception à la règle de couverture intégrale devra être justifiée par les opérateurs candidats et retenus sur la base d'éléments objectifs ;
5. en tout état de cause, ces exceptions ne doivent pas conduire à ce que moins de 90% des foyers d'une maille élémentaire soient raccordables (au sens du 2.) sous 5 ans.

### *2- Caractéristiques des dossiers*

Les projets seront déposés auprès du guichet A ouvert à l'**échelle nationale**. Afin que la structure nationale de pilotage puisse s'appuyer dans son analyse sur les travaux des instances de concertation régionale, les projets seront présentés sous formes de sous-dossiers régionaux. Au sein de chaque dossier, les projets seront présentés par zone géographique cohérente, correspondant à un **regroupement de mailles élémentaires**, mettant en valeur l'homogénéité dans l'espace et dans le temps des déploiements proposés.



L'Etat exigera des acteurs des **informations détaillées et engageantes sur ces intentions de déploiements**, notamment un plan d'affaires, accompagné d'un calendrier du déploiement ainsi que d'une preuve de l'existence d'un plan de financement.

### *3- Labellisation d'un projet sur une maille élémentaire*

Si un unique opérateur a manifesté son intention de couvrir une maille élémentaire et qu'il présente ensuite au guichet A un projet approuvé par la structure nationale de pilotage, celui-ci bénéficie de la labellisation sur la maille élémentaire concernée.

Dans le cas où plusieurs opérateurs auraient manifesté leur intention de couvrir, à horizon 5 ans, une même maille, la structure nationale de pilotage solliciterait, à la réception d'un premier dossier, les autres opérateurs ayant manifesté leurs intentions de couverture. Si des dossiers éligibles concurrents devaient être déposés dans un délai de 3 mois, la sélection sur chaque maille élémentaire d'un unique projet serait effectuée à partir de critères tels que :

- la rapidité des déploiements à performances techniques équivalentes ;
- l'homogénéité et la cohérence de l'ensemble des déploiements prévus, en propre et vis-à-vis de la Stratégie de Cohérence Régionale sur l'Aménagement Numérique (SCORAN) et des schémas directeurs, s'ils existent (avec avis des préfets et des collectivités territoriales) ;
- les modalités de l'appel au co-investissement que l'opérateur se sera engagé à mettre en œuvre après la labellisation ;
- la qualité du catalogue des offres de gros commerciales proposées au-delà des obligations prévues dans le cadre réglementaire.

Parmi les trois critères retenus, la rapidité des déploiements aura un poids prépondérant.

## ***b. Mise en œuvre de financements de long terme***

### *1- Différents outils*

**Chacun des opérateurs co-investissant dans un ou plusieurs projets labellisés** pourra demander auprès du guichet A à bénéficier, pour les déploiements auxquels il participe sur les mailles concernées, de **prêts accordés par l'Etat agissant en tant qu'investisseur avisé** au travers du FSN et pouvant couvrir jusqu'à 50% du montant des investissements éligibles.

Par ailleurs, des prêts pourraient être octroyés de manière complémentaire à des opérateurs co-investissant dans le cadre d'un projet de déploiement de réseaux à très haut débit en dehors des zones très denses de l'ARCEP.

Les conditions dans lesquelles ces prêts seraient octroyés devront être conformes aux règles communautaires applicables. Ainsi, le taux est prévu par l'encadrement communautaire (2008/C14/02). Celui-ci est dépendant de la notation financière de l'entreprise et du niveau de sûreté du prêt<sup>9</sup>. Par ailleurs, les prêts pourront être accordés sur une longue durée avec la possibilité de différer le commencement du remboursement du capital.

---

<sup>9</sup> Communication de la Commission relative à la révision de la méthode de calcul des taux de référence et d'actualisation (2008/C 14/02).

La consolidation des prêts octroyés pour chacun des acteurs sur l'ensemble des zones sera recherchée autant que possible.

**Enfin, les acteurs s'engageant à constituer une structure juridique** multi-acteurs distincte pour la réalisation de projets labellisés (*opérateurs de gros, sociétés avec investissement minoritaire de collectivités locales...*) pourront également demander auprès du guichet A à bénéficier d'**apports sous la forme d'une prise de participation au capital de la structure de l'Etat en tant qu'investisseur avisé au travers du FSN**, dans la limite de 33% du capital.

Là encore, la consolidation des prises de participation du FSN sur l'ensemble des zones sera recherchée autant que possible.

## *2- Investissements éligibles pour les soutiens financiers*

Afin d'obtenir l'effet d'entraînement maximum sur l'investissement privé et d'encourager au déploiement des technologies les plus pérennes, les investissements susceptibles de donner droit à des prêts de l'Etat ou à un appui public dans le cadre d'un apport en fonds propres sont les projets de déploiement sur la **partie des réseaux à très haut débit en fibre optique située entre le point de mutualisation et les logements**, laquelle a vocation à être mutualisée entre les différents opérateurs.

Ainsi, les coûts des investissements réalisés pour les **réseaux de collecte** vers les différentes mailles élémentaires de réseaux à très haut débit ne seront pas pris en compte pour l'octroi de prêts, de même que les réseaux de collecte de points hauts « mobiles » ou d'accès à la sous-boucle locale.

### *c. Actualisation et suivi des projets*

L'ensemble des « opérateurs » aura la possibilité tous les 2 ans, lors de chaque nouvel appel à manifestations d'intentions, de faire part de nouveaux projets de déploiement. Dès lors, au regard des conditions d'éligibilité précédemment présentées, les opérateurs ayant manifesté de nouvelles intentions auront la possibilité d'étendre leurs engagements en soumettant des extensions de projets existants, voire de nouveaux projets, auprès du guichet A.

La labellisation de nouveaux projets d'opérateurs tiendra compte des projets de déploiement de collectivités qui auront été déclarés dans l'intervalle auprès du guichet B, dans le cadre de schémas directeurs d'aménagement numérique.

Les **projets mis en œuvre pour donner suite aux manifestations d'intentions** feront l'objet d'un suivi avec notamment un **état des lieux dressé chaque année** par la structure nationale de pilotage, sur la base duquel les documents de référence (*cf. IV.c*) pourront être révisés.

**Pour chacun des opérateurs porteurs de projets labellisés, un bilan du respect des engagements de déploiement au niveau national sera réalisé chaque année.** Dans ce but, les opérateurs labellisés devront remettre un bilan annuel de leurs déploiements à la structure nationale de pilotage du programme national « très haut débit ».

En cas de manquement d'un opérateur, des sanctions sont prévues pouvant aller de la suspension de tout décaissement des concours financiers consentis jusqu'au retrait de la

labellisation sur tout ou partie des projets de l'opérateur labellisés. Si la labellisation venait à être retirée à un opérateur sur une maille élémentaire, un autre porteur de projet ayant précédemment manifesté son intention de couvrir cette maille pourrait, s'il en fait la demande et si son projet est éligible, bénéficier de cette labellisation.

## **VI. VOLET B – SOUTENIR LES PROJETS D'AMENAGEMENT NUMERIQUE « TRES HAUT DEBIT » DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

---

Le volet B de la phase de soutien aux déploiements sera engagé par l'ouverture, en même temps que le guichet A, d'un **guichet B** permettant à la structure nationale de pilotage de recueillir les projets de déploiement des services à très haut débit portés par les collectivités territoriales et nécessitant un cofinancement sous forme de subvention de l'Etat.

La subvention publique, dans son ensemble, devra être conforme aux règles communautaires relatives aux aides d'Etat et notamment aux lignes directrices publiées en septembre 2009<sup>10</sup>.

### ***a. Gouvernance***

Le guichet B doit permettre à la structure nationale de pilotage, avec l'appui des préfets de région, d'identifier les projets s'inscrivant en **cohérence avec les déploiements privés** (*cf. VI.b*).

Ces projets pourront ensuite être présentés pour avis au comité national de gestion du fonds d'aménagement numérique des territoires (FANT) afin de bénéficier du soutien de ce fonds. Après décision de l'Etat, les subventions accordées pourraient ensuite être directement versées aux collectivités assurant la maîtrise d'ouvrage des projets. L'Etat pourrait ainsi prendre en charge jusqu'à 33% du montant total de la participation financière publique versée au maître d'œuvre chargé de la réalisation ; les coûts de raccordement de foyers jugés excessifs seront exclus de l'assiette prise en compte.

Les projets prennent la forme des interventions classiques des collectivités territoriales en matière de communications électroniques (délégation de service public, contrat de partenariat, régie, marché de travaux...). Le projet peut être présenté au guichet B avant la sélection de l'opérateur partenaire, du délégataire ou du prestataire. A l'issue de la phase de sélection du partenaire privé et une fois la conformité aux règles communautaire validée par la Commission européenne, la subvention octroyée dans le cadre du programme pourra commencer à être versée.

Ces projets devront être **conformes au cadre législatif et réglementaire**. Conformément à la loi relative à la lutte contre la fracture numérique, ils doivent être envisagés dans des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique, lesquels doivent tenir compte des manifestations d'intentions précédemment formulées par les opérateurs. Les réseaux déployés doivent en outre être « *accessibles et ouverts, dans des conditions précisées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, après avis des associations* ».

---

<sup>10</sup> Lignes directrices pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit.

*représentant les collectivités territoriales et de l'Autorité de la concurrence et consultation des opérateurs de communications électroniques ».*

#### ***b. Cohérence avec les déploiements privés***

La structure nationale de pilotage est chargée, sur la base des avis rendus par les préfets de région, de vérifier la **cohérence des projets d'initiative publique avec les manifestations d'intentions exprimées ou les projets labellisés** dans le cadre du volet A de la phase de soutien du programme national.

Les projets devront respecter les critères prévus dans l'article 24 de la loi relative à la lutte contre la fracture numérique instituant le FANT. En particulier, la subvention ne pourra être attribuée que lorsque les maîtres d'ouvrage établissent *« suivant des critères précisés par décret, que le seul effort, y compris mutualisé, des opérateurs (...) ne suffira pas à déployer un réseau d'infrastructures de communications électroniques à très haut débit »*.

Sans préjudice des dispositions du décret susmentionné :

- Pour les mailles élémentaires n'ayant pas fait l'objet d'une manifestation d'intentions à la date d'examen du projet par la structure nationale de pilotage, l'initiative publique pourra être soutenue, le cas échéant, dans le cadre du programme si le porteur de projet s'est assuré qu'aucun déploiement d'opérateur n'est prévu sur la zone dans les trois prochaines années.

- Pour les mailles élémentaires ayant préalablement fait l'objet d'une manifestation d'intentions :

- L'initiative publique ne sera pas soutenue dans le cadre du programme si un projet porté par un opérateur privé est déjà labellisé ou susceptible de l'être rapidement ;
- Dans le cas où aucun projet ne serait déjà labellisé, les opérateurs ayant manifesté leur intention de couvrir la maille disposeraient d'un délai de 2 mois suite au dépôt d'un dossier par une collectivité pour soumettre leurs projets auprès du guichet A ou s'engager auprès de l'Etat sur un calendrier et un périmètre de déploiement en propre assorti d'un calendrier ; à défaut l'initiative publique pourra être soutenue si le porteur de projet s'est assuré qu'aucun déploiement d'opérateur n'est prévu sur la zone dans les trois prochaines années.
- Dans le cas d'un dépôt de dossier de labellisation ou d'un projet de déploiement en propre, une concertation de deux mois serait organisée entre porteurs de projets dans le cadre des instances régionales de concertation et/ou de l'élaboration de schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique. Dans le cas où les projets ne seraient pas éligibles à la labellisation ou si l'opérateur ne respecte pas ses engagements de déploiement en propre, l'initiative publique pourrait être soutenue si le porteur de projet s'est assuré qu'aucun déploiement d'opérateur n'est prévu sur la zone dans les trois prochaines années.

Si les collectivités souhaitent présenter auprès du guichet B des **projets « intégrés »** couvrant à la fois des **mailles sans perspective d'investissement privé rapide** et des **mailles sur lesquelles un opérateur est ou pourrait être labellisé rapidement** :

- La subvention dont de tels projets seraient susceptibles de bénéficier ne pourrait en tout état de cause pas prendre en compte des besoins exprimés pour la couverture de mailles sur lesquelles un opérateur est ou pourrait être labellisé rapidement.

- Le soutien de l'Etat ne saurait être accordé sur les mailles sans perspective d'investissement privé rapide que si la collectivité retire de son programme les mailles sur lesquelles un opérateur est ou pourrait être labellisé rapidement, ou si elle a mis en œuvre une intervention publique disjointe, en tant qu'investisseur avisé, pour les mailles sur lesquelles un opérateur est ou pourrait être labellisé rapidement, par exemple au travers d'un investissement minoritaire dans un exploitant de réseau.

### *c. Investissements éligibles*

S'agissant d'obtenir l'effet d'entraînement maximum sur l'investissement privé et public et d'encourager le déploiement des technologies les plus pérennes, les investissements susceptibles de donner droit à des subventions de l'Etat au travers du FANT seront **principalement** les projets de déploiement en fibre optique sur la **partie des réseaux à très haut débit située entre le point de mutualisation et les logements** qui a vocation à être mutualisée au profit de tous les opérateurs.

S'agissant néanmoins de favoriser le déploiement de solutions pour les zones où les réseaux à très haut débit fixes jusqu'à l'abonné ne seront pas déployés à court ou moyen terme, pourraient être pris en compte, de manière subsidiaire, les investissements réalisés pour les **réseaux de collecte en fibre optique** vers les différentes mailles élémentaires, en l'absence d'une offre de collecte suffisante par des opérateurs de gros, notamment pour desservir des sites d'émission des réseaux mobiles ou dans le cadre de projets de **montée en débit** par la modernisation du réseau téléphonique, dans le respect du cadre et des orientations réglementaires actuels<sup>11</sup> et à venir.

## **VII. COUVERTURE EXHAUSTIVE DU TERRITOIRE**

---

Dans le cadre de ce dernier volet, l'Etat soutiendra des projets complémentaires, par exemple modernisation des réseaux existants, déploiement de réseaux hertziens terrestres ou satellitaires, susceptibles de couvrir les zones les moins denses. Il réunira les conditions pour qu'à terme, une fois la majorité de la population couverte par les réseaux très haut débit, et en partenariat avec les collectivités locales concernées, une démarche systématique pour la couverture des zones restantes en très haut débit fixe et/ou mobile soit engagée.

Une **consultation publique** sera rapidement lancée, à l'été 2010, dans le cadre des travaux du CGI, afin d'identifier les meilleures modalités permettant de préparer la couverture systématique du territoire. Cette consultation permettrait que deux axes distincts soient étudiés :

- le **soutien de projets de recherche et développement** portant sur des technologies propices à la couverture ;

---

<sup>11</sup> Notamment, l'avis n°09-A-57 du 22 décembre 2009 de l'Autorité de la Concurrence et les orientations de l'ARCEP sur la montée en débit publiées le 25 février 2010.

- les **modalités** de financements des différentes solutions techniques proposées.

Outre les contribution à cette consultation, les Pouvoirs Publics pourront s'appuyer dans la réflexion qui suivra sur le **rapport** que l'**ARCEP** doit remettre au Parlement sur l'état des technologies fixes et mobiles, y compris satellitaires, qui pourront permettre d'augmenter le débit disponible en communications électroniques et les services que ces technologies permettront de fournir<sup>12</sup>.

Le soutien de projets de recherche et développement pourrait être engagé rapidement à l'issue de la consultation publique. Les financements destinés au déploiement des différentes solutions techniques pourraient être mobilisés dans un second temps. Ce délai permettra d'avoir une meilleure visibilité sur les projets de déploiement du très haut débit.

---

<sup>12</sup> Article 32 de la loi n°2009-1572 relative à la lutte contre la fracture numérique.